



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 21 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRANGEON Recyclage

4 rue Chevreul ZI du Cormier
B.P. 411
49300 Cholet

Références : D23.0529

Code AIOT : 0006308646

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement BRANGEON Recyclage implanté ZI Actipole 4 rue Jacqueline Auriol 85170 Bellevigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une part, du suivi de la visite d'inspection du 07/04/2022 et d'autre part d'un signalement récent pour manquements à la réglementation des installations classées pour l'environnement (dispersion sur les zones environnantes de déchets de plastiques légers liée aux envols).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON Recyclage
- ZI Actipole 4 rue Jacqueline Auriol 85170 Bellevigny
- Code AIOT : 0006308646
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Bellevigny est un centre de transfert de déchets non dangereux, avec tri sommaire de certains déchets. Il est également autorisé et agréé pour la prise en charge de véhicules hors d'usage.

Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25/10/2018, et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 30/05/2016 pour l'agrément véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de la visite d'inspection du 07/04/2022 et limitation des envols

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositif de limitation des envols	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, articles 2.2.2 et 9.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Prévention des envols -	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	dispositions générales			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 2.2.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déchets interdits à l'admission	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1.1.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que des déchets de plastiques légers sont présents à l'extérieur du site et notamment dans les arbres situés au Nord Est de l'exploitation. Ces déchets proviennent du site BRANGEON RECYCLAGE et mettent en évidence que les dispositifs de limitation des envols mis en place par l'exploitant ne sont pas efficaces.

En particulier sur la partie Nord Est du site :

- de nombreux filets sont déchirés et mal fixés.
- un filet d'une hauteur de 3 m et d'une longueur de 12 m n'a pas été mis en place.
- une cellule destinée à collecter des déchets plastiques (rigides et légers) n'est pas équipée de filets de limitation des envols.

Au-delà du trouble anormal de voisinage, ces manquements portent atteinte à l'environnement et à la salubrité publique. En conséquence l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai maximal de 3 mois les articles 2.2.2, 3.1 et 9.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 octobre 2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté du site

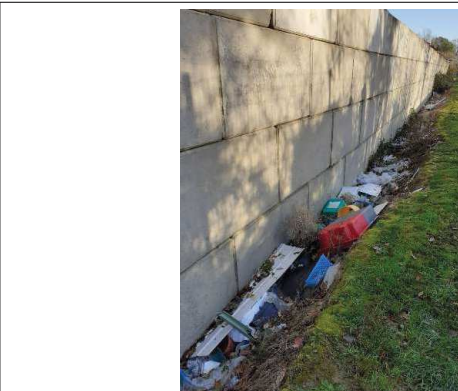
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 2.2.2
Thème(s) : Autre, Propreté du site
Prescription contrôlée : Article 2.2.2 - Intégration dans le paysage [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]
Constats : Les conditions météorologiques étaient très venteuses la veille du jour de l'inspection. Lors de l'inspection, l'ensemble du site a été contrôlé. L'inspection a constaté que : - les zones de stockage et de déchargement situées à l'entrée du site et les zones de stockage, métaux, cartons et papiers (sous hangar) sont entretenues et correctement nettoyées ;



- la zone située derrière la cellule de stockage destinée aux plastiques rigides et légers n'a pas été correctement nettoyée. De nombreux déchets sont présents. En cas de vents forts des envols sont probables.



- le fossé situé à proximité de la clôture Sud du site (derrière les cellules de stockage), n'a pas été correctement nettoyé. De nombreux déchets sont présents (plastiques rigides et légers, bois etc...). En cas de vents forts des envols sont probables.



L'inspection demande à l'exploitant de nettoyer sous un délai de 15 jours :

- la zone située derrière la cellule de stockage destinée aux plastiques;
- le fossé situé à proximité de la clôture Sud du site.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection sous un délai de 1 mois les justificatifs (photos etc...) attestant que cette opération de nettoyage a bien été réalisée.

En attendant ce constat est noté en "susceptible de suites".

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Dispositif de limitation des envols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 2.2.2 et 9.2

Thème(s) : Autre, Dispositif de limitation des envols

Prescription contrôlée :

Article 2.2.2 - Intégration dans le paysage

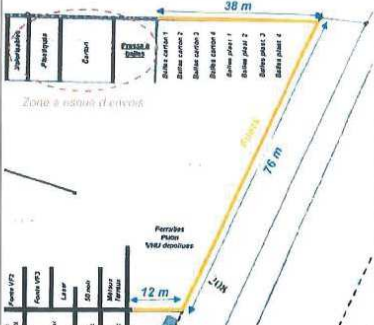
[...]

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

En particulier, un mur en béton d'une hauteur de 4 m surmonté d'un filet d'une hauteur de 3 m protège la limite Nord-Est du site.

Article 9.2 - Échéancier des travaux à réaliser

L'exploitant réalise les travaux portés au tableau suivant les échéances mentionnées ci-après :

Articles	Nature des travaux	Délais de réalisation
2.2.2	<p>Des filets sont mis en place sur les murs béton sur toute la limite Nord Est du site conformément au plan suivant :</p> 	Fin 2018

Constats :

Le dispositif de limitation des envols est constitué d'après le plan annexé à l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral, de 3 murs bétons surmontés de filets (un au Nord du site d'une longueur de 38 m et 2 au Nord Est du site de 76 m et 12 m de longueurs respectives).

L'inspection a pu constater les points suivants :

- au Nord du site, le dispositif de limitation des envols est présent. Il est constitué d'un mur béton d'une hauteur de 4 m surmonté d'un filet de 3 m de hauteur sur une longueur 38 m. Ce dispositif est en parfait état. Il est conforme au plan annexé à l'arrêté préfectoral ;



- au Nord Est du site le dispositif de limitation des envols est présent mais incomplet et détérioré. Il est constitué :

- d'un mur béton d'une hauteur de 4 m d'une longueur de 12 m. Le filet de 3 m de hauteur qui devait surmonter ce mur et être mis en place au plus tard à la fin de l'année 2018, n'a pas été installé par l'exploitant.



Absence de filet

- d'un mur béton d'une hauteur de 4 m surmonté d'un filet de 3 m de hauteur sur une longueur de 76 m. Ce dispositif est détérioré (filet déchiré, fixations hautes et basses détériorées) en de nombreux endroits.



Des plastiques légers ont été constatés par l'inspection dans les branches des arbres situés à l'extérieur du site, à proximité immédiate de ce dispositif de limitation des envols. L'inspection estime que la présence de ces déchets plastiques sont le résultat d'envols et proviennent du site BRANGEON Recyclage.



Le dispositif de limitation des envols mis en place par l'exploitant étant actuellement d'une part détérioré et d'autre part incomplet (absence d'une partie des filets) il n'assure pas correctement sa fonction.

Au-delà du trouble anormal du voisinage, ces manquements à la législation portent atteinte à l'environnement et la salubrité publique.

En conséquence conformément à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société BRANGEON Recyclage de respecter les dispositions des articles 2.2.2 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 25/10/2018 en :

- mettant en place, sous un délai de 3 mois, un filet de 3 m de hauteur sur le mur béton de 12 m de longueur situé au Nord Est du site ;
- remettant en état, sous un délai de 3 mois, le dispositif de limitation des envols Nord Est dont les filets sont déchirés et mal fixés.
- procédant au nettoyage des arbres dans lesquels des envols sont présents.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention des envols - dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Article 3.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et la dispersion de matières diverses dans l'environnement, notamment sur les voies publiques et dans les zones d'habitations environnantes.

[...]

Constats :

Constat du 07/04/2022 :

Les conditions météorologiques étaient très venteuses lors de l'inspection. Toutefois, l'exploitant a maintenu les déchargements en extérieur de déchets non dangereux, dont des plastiques légers. Les inspecteurs présents ont pu constater des envols importants lors de ces déchargements.

L'exploitant a confirmé oralement de pas avoir de procédures pour limiter les envols lors de grand vent.

L'inspection considère qu'il s'agit d'une non-conformité, et que l'exploitant doit mettre en place une procédure spécifique de déchargement.

Constat du 05/12/2023 :

Les conditions météorologiques étaient très venteuses la veille du jour de l'inspection. Avant de débuter l'inspection, l'exploitant précise que sur ce site il n'y pas de procédure spécifique pour limiter les envols en cas de grand vent mais qu'une attention particulière est portée au déchargement des déchets sensibles.

Le site ainsi que ses abords immédiats ont été contrôlés. L'inspection a constaté la présence de déchets plastiques dans les branches des arbres situés à l'extérieur du site notamment au Nord Est (voir photos du constat n°2).

Lors de l'inspection du site, il a été constaté qu'une zone de stockage destinée à collecter les déchets plastiques (rigides et légers) est implantée au Nord Est du site. Il s'agit d'une cellule constituée de trois murs bétons d'une hauteur maximum de 2 m.



L'inspection a constaté que cette cellule n'est pas équipée d'un dispositif de limitation des envols et que ses abords immédiats n'ont pas été nettoyés correctement (de nombreux déchets plastique sont présents autour et derrière cette cellule – voir photos constat n°1). L'inspection estime que les déchets plastiques présents dans les arbres proviennent du site BRANGEON Recyclage et en particulier de cette cellule.

L'inspection considère qu'il s'agit d'une non-conformité et que l'exploitant ne prend pas toutes les

dispositions nécessaires pour prévenir les envols. Au-delà du trouble anormal du voisinage, ces manquements à la législation portent atteinte à l'environnement et la salubrité publique. En conséquence conformément à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société BRANGEON Recyclage de respecter les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 25/10/2018 en : - transmettant une étude technico-économique permettant de prévenir les envols de poussières et la dispersion de matières au niveau de la cellule destinée à collecter les déchets plastiques (par exemple : mise en place de filets) ; - procédant au nettoyage régulier des abords immédiats de cette cellule.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Déchets interdits à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Article 1.1.7 - Déchets interdits à l'admission Les déchets non admissibles sur le site sont : - déchets fermentescibles, - pulvérulents non conditionnés, - cadavres d'animaux, - déchets anatomiques et infectieux dits déchets médicaux, les déchets hospitaliers, - produits radioactifs, - déchets explosifs.
Constats : <u>Constat du 07/04/2022 :</u> L'examen du registre des déchets mentionne l'admission sur le site de déchets fermentescibles. Exemple n° ordre 01227591-19225238 du 07/01/2022 (code déchets 02.03.04) L'inspection n'a pas constaté de tels déchets sur le site, toutefois l'inspection rappelle que ce type de déchets est formellement interdit sur le site. <u>Constat du 05/12/2023 :</u> L'inspection a réalisé un examen du registre des déchets "entrants" sur la période du 01/01/2023 au 31/10/2023. Cet examen n'a pas mis en évidence de déchets interdits à l'admission (déchets fermentescibles, pulvérulents non conditionnés, etc..). Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets interdit. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite